



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CN.4/L.656/Add.1
20 juillet 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Cinquante-sixième session
Genève, 3 mai-4 juin 2004 et 5 juillet-6 août 2004

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION**

Rapporteur: M. Pedro COMISSÁRIO AFONSO

CHAPITRE VII

**RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE POUR LES CONSÉQUENCES
PRÉJUDICIALES DÉCOULANT D'ACTIVITÉS QUI NE SONT PAS
INTERDITES PAR LE DROIT INTERNATIONAL (RESPONSABILITÉ
INTERNATIONALE EN CAS DE PERTE CAUSÉE PAR UN DOMMAGE
TRANSFRONTIÈRE DÉCOULANT D'ACTIVITÉS DANGEREUSES)**

Additif

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
C. Texte du projet de principes adopté par la Commission en première lecture (<i>suite</i>).....		
2) Texte du projet de principes et commentaires y relatifs.....		

2. Texte du projet de principes et commentaires y relatifs

1. Le texte du projet de principes adopté par la Commission en première lecture et les commentaires y relatifs sont reproduits ci-dessous.

Projet de principes relatifs à la répartition des pertes en cas de dommage transfrontière découlant d'activités dangereuses *

Commentaire général

- 1) Le contexte dans lequel s'inscrivent ces principes ainsi que l'approche qui leur est sous-jacente sont exposés dans le préambule, lequel replace les principes dans le cadre des dispositions pertinentes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, puis rappelle expressément le projet d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses.
- 2) Le préambule énonce brièvement le contexte général, à savoir que même si l'État concerné s'acquitte pleinement des obligations de prévention qui lui incombent en vertu du projet d'articles précité, des accidents ou d'autres incidents peuvent néanmoins se produire et avoir des conséquences transfrontières entraînant des dommages et de graves pertes pour d'autres États ou leurs ressortissants.
- 3) Il importe, comme cela est indiqué dans le préambule, que ceux qui ont subi des dommages ou des pertes par suite d'incidents survenant à l'occasion d'activités dangereuses ne soient pas seuls à assumer ces pertes et qu'ils puissent obtenir une indemnisation prompte et adéquate.
- 4) Les principes énoncés dans le projet établissent les moyens permettant d'atteindre cet objectif.

* La Commission se réserve le droit de réexaminer en seconde lecture la question de la forme définitive de l'instrument, à la lumière des commentaires et observations des gouvernements. Dans le cas où la Commission aurait à établir un projet de convention-cadre, quelques modifications devraient être apportées au texte des projets de principes 4 à 8 et un petit nombre d'éléments ajoutés, en particulier en ce qui concerne le règlement des différends et les rapports entre le projet de convention et d'autres instruments internationaux.

- 5) Comme indiqué dans le préambule, les arrangements nécessaires en matière d'indemnisation peuvent être prévus dans des accords internationaux s'appliquant à des catégories spécifiques d'activités dangereuses, et les principes encouragent la conclusion de tels arrangements aux niveaux international, régional ou bilatéral, selon qu'il conviendra.
- 6) Les principes visent donc à contribuer au développement du droit international dans ce domaine, à la fois en offrant une orientation appropriée aux États en ce qui concerne les activités dangereuses non couvertes par des arrangements spécifiques, et en indiquant les questions dont devraient traiter de tels accords.
- 7) Le préambule établit également que les États sont tenus, en vertu du droit international, de respecter leurs obligations en matière de prévention. Les principes sont donc sans préjudice des règles relatives à la responsabilité de l'État et sans incidence sur toute réclamation pouvant être présentée à ce titre en cas de violation des obligations de prévention.
- 8) En élaborant les principes, la Commission s'est fondée sur un certain nombre d'hypothèses de base. Tout d'abord, on s'accorde à penser que a) le régime juridique devrait avoir un caractère général et complémentaire; et que b) ce régime devrait s'appliquer sans préjudice des règles pertinentes sur la responsabilité de l'État adoptées par la Commission en 2001¹. Deuxièmement, il est entendu que le champ d'application des aspects relatifs à la responsabilité devrait être le même que celui du projet d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses, que la Commission a également adopté en 2001². En particulier, il est également convenu que, pour mettre en œuvre le régime relatif aux dommages transfrontières («*transboundary damage*»), il conviendra d'utiliser le même seuil, «significatif», qui s'applique en cas de dommage transfrontière («*transboundary harm*»). La Commission s'est également longuement interrogée sur l'opportunité d'examiner les questions ayant trait au patrimoine mondial. Après avoir observé que les problèmes soulevés par ce sujet sont différents et qu'ils ont leurs caractéristiques propres, la Commission est parvenue à la conclusion qu'ils doivent être

¹ Pour le texte et les commentaires des articles sur la responsabilité de l'État pour faits internationalement illicites, se reporter aux *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 10 (A/56/10)*, par. 77.

² Ibid., par. 98.

traités de manière distincte³. Troisièmement, il a également été convenu de travailler sur la base des considérations de politique générale suivantes: a) si les activités envisagées dans le présent sujet sont essentielles au développement économique et utiles à la société, le régime devrait néanmoins prévoir une indemnisation prompte et adéquate en faveur des victimes innocentes, au cas où de telles activités causeraient des dommages transfrontières; et b) des plans d'urgence et des mesures d'intervention allant au-delà de ceux prévus dans le projet d'articles sur la prévention devraient exister.

9) Quatrièmement, les différents modèles de responsabilité et d'indemnisation existants ont confirmé que la responsabilité de l'État est une exception, acceptée essentiellement dans le cas des activités extra-atmosphériques. Il existe donc un consensus sur le fait que la responsabilité découlant d'activités qui relèvent du champ d'application du présent projet de principes devrait incomber au premier chef à l'exploitant, que cette responsabilité ne dépend pas de la preuve d'une faute, et qu'elle peut être limitée ou soumise à des exceptions, compte tenu de considérations sociales, économiques et d'autres considérations de politique générale. Toutefois, il a également été admis que cette responsabilité ne doit pas toujours incomber à l'exploitant d'une activité dangereuse ou à risque. Le point important est que la responsabilité de la personne qui exerce le contrôle maximum sur l'activité, ou d'autres personnes ou entités selon qu'il conviendra, peut également être engagée.

10) Cinquièmement, il convient d'observer qu'il existe un consensus en faveur de la mise en place d'un financement complémentaire quel que soit le mécanisme de prise en charge de la perte, et que ce financement serait particulièrement important si la notion de responsabilité limitée est adoptée. L'idée de base est d'adopter un mécanisme de prise en charge de la perte qui répartisse la perte sur de nombreux acteurs, y compris l'État. Compte tenu du caractère général et complémentaire du projet, il n'a pas été jugé nécessaire de déterminer à l'avance la part des différents acteurs et de cerner précisément le rôle qui doit être attribué à l'État. Toutefois, il est également admis que l'État a, en vertu du droit international, des obligations de prévention qui mettent en jeu certaines normes minimales de diligence raisonnable⁴. Conformément à ces

³ Voir également *ibid.*, cinquante-septième session, Supplément n° 10 (A/57/10), par. 447.

⁴ Birnie et Boyle ont observé, au sujet de l'article sur la prévention, que «... les traités et la jurisprudence ainsi que la pratique des États confirment amplement que ... les dispositions du

obligations, les États ne peuvent autoriser les activités dangereuses comportant un risque significatif de dommage transfrontière qu'après une procédure d'agrément préalable, mettant en œuvre des évaluations d'impact environnemental et transfrontière, selon que de besoin, pour les contrôler. En d'autres termes, le fait de faire peser sur l'exploitant la responsabilité principale, n'exonère nullement l'État de ses propres obligations de prévention en vertu du droit international.

11) Sixièmement, les éléments fondamentaux que doit comporter le régime applicable au mécanisme de la prise en charge de la perte en cas de dommages découlant d'activités dangereuses font l'objet d'un large accord. Il est entendu que, dans la plupart des cas, le droit substantiel ou le droit applicable aux demandes d'indemnisation peut mettre en jeu la responsabilité civile ou la responsabilité pénale, voire les deux, et dépend d'un certain nombre de variables. Les principes du droit civil, ou de la *common law*, ou du droit international privé relatifs au choix du for et au droit applicable peuvent être privilégiés selon le contexte et la juridiction concernée. Le mécanisme proposé n'est donc pas seulement général et complémentaire, mais également flexible et sans préjudice des réclamations susceptibles d'être présentées et des lois et procédures applicables.

12) Enfin, en ce qui concerne la forme de l'instrument, différents avis ont été formulés à ce stade. D'une part, il a été proposé que l'instrument prenne la forme d'un projet d'articles, et qu'il soit donc le pendant, tant sur le plan de la forme que du fond, du projet d'articles sur la prévention.

13) D'autre part, certains membres ont souligné qu'étant donné son caractère inévitablement général et complémentaire, il serait préférable que l'instrument revête la forme de principes. Les différentes caractéristiques de certaines activités dangereuses peuvent nécessiter l'adoption d'approches différentes en ce qui concerne des arrangements particuliers. En outre, les choix ou les approches qui seront faits peuvent varier selon les systèmes juridiques. De plus, ils peuvent

projet de convention de la Commission sont considérées comme la codification du droit international existant. Elles représentent la norme minimale à laquelle sont tenus les États lorsqu'ils s'occupent de risques transfrontières et qu'ils donnent effet au principe 2 de la Déclaration de Rio», Patricia Birnie et Alan Boyle, *International Law & The Environment* (Oxford, 2002) (2^e éd.), p. 113.

de même que leur mise en œuvre être également influencés par le niveau de développement économique du pays concerné.

14) En définitive, la Commission a conclu que les principes recommandés auraient l'avantage de ne pas nécessiter l'harmonisation, vraisemblablement irréalisable, des législations et des systèmes juridiques nationaux. Elle estime également que les dispositions de fond sont plus susceptibles d'être largement acceptées si elles sont formulées sous forme de principes recommandés. Toutefois, comme cela est indiqué dans la note de bas de page se rapportant au titre, la Commission s'est réservé le droit de réexaminer la question de la forme définitive de l'instrument en seconde lecture, à la lumière des commentaires et des observations des gouvernements.

Préambule

L'Assemblée générale,

Rappelant les principes 13 et 16 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement,

Rappelant également le projet d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses,

Consciente que des événements peuvent survenir à l'occasion d'activités dangereuses malgré le respect, de la part de l'État intéressé, des dispositions du projet d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses,

Notant que, par suite de tels événements, d'autres États et/ou leurs nationaux peuvent subir des dommages et de graves pertes,

Soucieuse que des mesures appropriées et effectives soient en place pour garantir, autant que possible, que les personnes physiques et morales, y compris les États, qui subissent un dommage ou une perte par suite de tels événements seront en mesure d'obtenir une indemnisation prompte et adéquate,

Observant que les États portent la responsabilité des manquements à leurs obligations de prévention en vertu du droit international,

Reconnaissant l'importance de la coopération internationale entre États,

Rappelant qu'il existe des accords internationaux visant différentes catégories d'activités dangereuses,

Désireuse de contribuer au progrès du droit international dans ce domaine,

...

Commentaire

- 1) Par le passé, la Commission a généralement présenté à l'Assemblée générale des projets d'articles sans projet de préambule, laissant aux États le soin de l'élaborer. Toutefois, il est également arrivé qu'elle propose un projet de préambule. Tel a été le cas du projet de convention sur l'élimination de l'apatridie dans l'avenir et du projet de convention sur la réduction des cas d'apatridie, du projet d'articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, ainsi que du projet d'articles sur la prévention. La Commission envisageant de présenter un projet de principes, un projet de préambule serait on ne peut plus pertinent.
- 2) Comme indiqué dans l'introduction, le premier paragraphe du préambule commence par rappeler les principes 13 et 16 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement⁵. La nécessité d'élaborer une législation nationale concernant la responsabilité et l'indemnisation des victimes de la pollution est soulignée dans le principe 13 de la Déclaration, qui reprend le principe 22 de la Déclaration de Stockholm sur l'environnement. Le principe 16 de la Déclaration de Rio met l'accent sur la promotion de l'internalisation des coûts de protection de l'environnement, compte tenu du principe du pollueur-payeur.
- 3) Le deuxième paragraphe du préambule se passe d'explication. Il met en relation le présent projet de principes avec le projet d'articles sur la prévention. Les troisième, quatrième et cinquième paragraphes du préambule énoncent les principales raisons d'être du présent projet de principes.
- 4) Le sixième paragraphe du préambule insiste sur le fait que le projet de principes est sans incidence sur la responsabilité que peut encourir un État du fait de manquements à ses obligations de prévention en vertu du droit international.
- 5) Le septième paragraphe du préambule reconnaît l'importance de la coopération internationale en la matière. Le huitième paragraphe du préambule constate qu'il existe des accords internationaux visant différentes catégories d'activités dangereuses, et le dernier affirme le désir de contribuer au progrès du droit international dans ce domaine.

⁵ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution I, annexe I.

Principe 1

Champ d'application

Le présent projet de principes s'applique aux dommages transfrontières causés par les activités non interdites par le droit international qui comportent un risque de causer un dommage transfrontière significatif de par leurs conséquences physiques.

Commentaire

- 1) Le principe relatif au champ d'application est rédigé de manière à refléter la volonté d'appliquer aux présents principes sur les dommages transfrontières le même champ d'application que celui du projet d'articles sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses, adopté en 2001. Il est inutile d'insister sur le caractère interdépendant des concepts de «prévention» et de «responsabilité» dans le cadre des travaux de la Commission⁶. Le principe 1 indique que les présents principes sont axés sur les dommages transfrontières. La notion de «dommage transfrontière» met l'accent sur un dommage causé sur le territoire placé sous la juridiction d'un État par des activités situées dans un autre État.
- 2) En premier lieu, les activités qui relèvent du champ d'application des présents principes sont celles qui comportent «un risque de causer un dommage transfrontière significatif de par leurs conséquences physiques». Différents types d'activités peuvent être envisagés dans cette catégorie. Comme le titre du projet d'articles l'indique, toute activité dangereuse ou extrêmement dangereuse qui comporte, au minimum, un risque de dommage transfrontière significatif est concernée. On entend par activité extrêmement dangereuse une activité qui, en principe, lorsqu'elle est réalisée convenablement, ne présente pas de danger, mais qui peut, en de rares occasions, provoquer de graves (c'est-à-dire plus que significatifs, sérieux ou substantiels) dommages.
- 3) À différents stades de la genèse du sujet sur la responsabilité internationale, il a été proposé d'établir une liste d'activités, avec la possibilité d'ajouter ou de supprimer des activités. Toutefois, comme dans le cas du projet d'articles sur la prévention, la Commission a préféré ne pas retenir cette suggestion. En effet, l'établissement d'une telle liste n'est pas sans poser de

⁶ Voir la recommandation du Groupe de travail de la Commission en 2002, *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 10* et rectificatif (A/57/10 et Corr.1), par. 447 et 448.

problème et elle n'est pas fonctionnellement essentielle. Elle risque d'être incomplète et de devenir rapidement obsolète du fait du développement technologique constant. En outre, si l'on excepte certaines activités extrêmement dangereuses qui font généralement l'objet d'une réglementation particulière, par exemple dans le domaine du nucléaire ou de l'espace, le risque qui découle d'une activité est essentiellement fonction de l'application d'une technologie particulière, du contexte spécifique dans lequel elle est menée et de la manière dont elle s'exerce. Une liste générale ne saurait capter ces éléments. Toutefois, les activités entrant dans le champ d'application des présents principes sont déjà soumises à la procédure de l'autorisation préalable en vertu du projet d'articles sur la prévention.

4) On notera en outre qu'il est toujours loisible aux États d'indiquer dans des accords multilatéraux, régionaux ou bilatéraux, ou dans leur législation nationale⁷ que telle ou telle activité relève du champ d'application des présents principes.

5) Le membre de phrase «activités non interdites par le droit international qui comportent un risque de causer un dommage transfrontière significatif de par leurs conséquences physiques» a un sens particulier qui comprend quatre éléments, à savoir a) des activités qui ne sont pas interdites par le droit international, b) des activités qui comportent un risque de causer un dommage significatif, c) ce dommage doit être transfrontière, et d) le dommage transfrontière doit être causé par ces activités du fait de leurs conséquences physiques. Tous ces éléments

⁷ Par exemple, divers régimes de responsabilité définissent le type d'activités relevant de leur champ d'application: la Convention de 1992 pour la protection du milieu marin dans la zone de la mer Baltique [OMI 1] LDC.2/Circ.303; la Convention de 1992 sur les effets transfrontières des accidents industriels (document ENVWA/R.54 et Add.1), réimpression dans 31 *ILM* (1992), p. 1333; l'annexe I au Protocole de 2003 sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières (Protocole de Kiev de 2003), document UNCE MP/WAT/2003/1-CP.TEIA/2003/3 du 11 mars 2003; l'annexe II à la Convention sur la responsabilité civile pour les dommages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement (Convention de Lugano) (*Série des traités européens*, n° 150. Voir également 32 *ILM* (1993), 128), où des activités, telles que celles d'installations ou de sites destinés à l'élimination totale ou partielle de déchets solides, liquides ou gazeux par incinération au sol ou en mer, d'installations ou de sites destinés à la dégradation thermique de déchets solides, gazeux ou liquides au moyen d'une alimentation réduite en oxygène, etc., ont été identifiées comme étant des activités dangereuses; l'annexe I de cette Convention contient aussi une liste de substances dangereuses. Voir également la directive 2004/35 CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux (JO L 143/56.30.4.2004, vol. 47).

– l'élément de causalité humaine, l'élément de risque, l'élément (extra)territorial, et l'élément physique –, qui ont été adaptés du projet d'articles sur la prévention et qui y sont expliqués, ont été conservés⁸.

6) Le membre de phrase «les activités non interdites par le droit international» a été adopté essentiellement pour distinguer les présents principes des règles régissant la responsabilité de l'État. La Commission a reconnu l'importance non seulement des questions de responsabilité pour des actes internationalement illicites, mais également des questions concernant l'obligation de compenser toute conséquence dommageable découlant de certaines activités, en particulier celles qui, de par leur nature, présentent certains risques. Toutefois, compte tenu du fondement entièrement différent de la responsabilité pour risque et des règles qui la régissent, ainsi que de sa teneur et des formes qu'elle peut prendre, la Commission a décidé de traiter les deux sujets séparément⁹. Ce qui signifie que, aux fins des principes, l'accent est mis sur les conséquences des activités et non sur la licéité de l'activité elle-même.

7) Les présents principes, tout comme le projet d'articles sur la prévention, s'intéressent aux règles primaires. Par conséquent, le non-respect de l'obligation de prévention prévu par le projet d'articles sur la prévention pourrait engager la responsabilité de l'État sans nécessairement impliquer que l'activité elle-même est interdite¹⁰. Dans ce cas, la responsabilité de l'État pourrait être invoquée non seulement pour que l'État lui-même s'acquitte de ses obligations, mais

⁸ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 10* (A/56/10), par. 98, commentaire au projet d'article 1.

⁹ *Annuaire de la Commission du droit international...* 1973, vol. II, par. 38.

¹⁰ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 10* (A/56/10), par. 98, commentaire du paragraphe 6 de l'article 1, p. 411. Voir également M. B. Akehurst «International Liability for Injurious Consequences Arising out of Acts not Prohibited by International Law», *Netherlands Yearbook of International Law*, vol. 16 (1985), p. 3 à 16; Alan E. Boyle, «State Responsibility and International Liability for Injurious Consequences of Acts not Prohibited by International Law: A necessary distinction?», *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 39 (1990), p. 1 à 25; Karl Zemanek, «State Responsibility and Liability», in W. Lang, H. Neuhold, K. Zemanek (dir. publ.), *Environmental Protection and International Law* (1991), p. 197; P. S. Rao, deuxième rapport sur la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses, document A/CN.4/501, par. 35 à 37.

également pour faire jouer la responsabilité civile ou l'obligation de l'exploitant¹¹. C'est en effet ce qui ressort clairement des travaux sur le projet d'articles sur la prévention¹².

8) Il est admis que des dommages peuvent se produire malgré le respect de l'obligation de prévention. Des dommages transfrontières peuvent se produire pour plusieurs autres raisons n'engageant pas la responsabilité de l'État. Par exemple, il peut y avoir des situations où les mesures de prévention sont respectées mais se révèlent insuffisantes compte tenu des circonstances, ou bien le risque spécifique à l'origine des dommages transfrontières n'ayant pu être identifié au moment de l'autorisation initiale, des mesures de prévention appropriées n'ont pas été envisagées¹³. En d'autres termes, des dommages transfrontières peuvent se produire accidentellement ou dans des circonstances qui n'ont pas été initialement prévues. En outre, des dommages peuvent également être dus à un ensemble d'effets néfastes qui se sont graduellement accumulés au fil du temps. Il convient d'avoir cette distinction à l'esprit aux fins de l'indemnisation. En raison des difficultés que pose l'établissement d'un lien causal entre

¹¹ Voir P. M. Dupuy, «La responsabilité internationale des États pour les dommages d'origine technologique et industrielle» (Paris, Pedone, 1977), p. 319; I. Brownlie, *System of the Law of Nations: State Responsibility*, Partie I (1983), p. 50; A. Rosas, «State Responsibility and Liability under Civil Liability Regimes», in O. Bring et Said Mahmoudi (dir. publ.), *Current International Law Issues: Nordic Perspectives* (Essays in honour of Jerzy Sztucki) (M. Nijoff, Boston, 1994); et Fouad Bitar «Les mouvements transfrontaliers de déchets dangereux selon la Convention de Bâle», *Étude des régimes de responsabilité* (Paris, Pedone, 1997), p. 79 à 137. Toutefois, les normes concernant l'obligation de réparer, la charge de la preuve et les recours sont différents selon qu'il s'agit de la responsabilité (*responsibility*) des États ou de la responsabilité (*liability*) internationale. Voir aussi P. M. Dupuy, «Où en est le droit international de l'environnement à la fin du siècle», in *Revue générale de droit international public* (1997-4), p. 873 à 903; Teresa A. Berwick, «Responsibility and Liability for Environmental Damage: A Roadmap for International Environmental Regimes», *Georgetown International Environmental Review* (1998), p. 257 à 267; et «À propos des mésaventures de la responsabilité internationale des États dans ses rapports avec la protection internationale de l'environnement», in *Les Hommes et l'environnement*, en hommage à Alexandre Kiss (Paris, Frison-Roche, 1998) (voir note 948 ci-après).

¹² *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 10* (A/58/10), par. 443.

¹³ *Ibid.*, par. 444.

l'activité dangereuse et le dommage produit, les réclamations ne sont pas fréquentes dans ce dernier cas¹⁴.

9) Aux fins du présent projet de principes, on part du principe que l'obligation de diligence raisonnable prévue dans le projet d'articles sur la prévention a été respectée. Les présents principes sont par conséquent axés sur le dommage causé malgré le respect de cette obligation.

10) Le second critère est que les activités auxquelles s'appliquent ces principes sont celles qui comportaient initialement «un risque de causer un dommage transfrontière». L'expression «risque de causer un dommage transfrontière», telle qu'elle est définie dans le commentaire de l'article 2 a) du projet d'articles sur la prévention, recouvre les risques dont il est peu probable qu'ils causeront des dommages transfrontières catastrophiques, ou ceux dont il est fort probable qu'ils causeront un dommage transfrontière significatif¹⁵. Ainsi, le terme renvoie à l'effet conjugué de la probabilité de survenance d'un accident et de l'ampleur de ses effets néfastes. C'est donc l'effet conjugué du «risque» et du «dommage» qui est jugé significatif.

11) Il est entendu que le terme «significatif» se réfère à *quelque chose qui est plus que «détectable», mais sans nécessairement atteindre le niveau de «grave» ou «substantiel»*¹⁶. Le dommage doit se solder par un effet préjudiciable réel sur des choses telles que la santé de l'homme, l'industrie, les biens, l'environnement ou l'agriculture dans d'autres États. Ces effets préjudiciables doivent pouvoir être mesurés à l'aide de critères factuels et objectifs. L'unité écologique de la planète ne connaît pas les frontières politiques. Lorsque des États conduisent des activités licites sur leurs propres territoires, celles-ci produisent des effets dans d'autres États. Tant que ces effets mutuels ne peuvent être qualifiés de «significatifs», ils sont considérés comme tolérables et ne relèvent pas du champ d'application des présents principes.

¹⁴ Voir Peter Wetterstein «A Proprietary or Possessory Interest: A Condition *sine qua non* for claiming damage for environmental impairment, in Peter Wetterstein, *Harm to the Environment: The Right to Compensation and Assessment of Damage*, Clarendon Press, Oxford (1997), p. 30. Voir également Xue Hanquin, «Transboundary Damage in International Law», Cambridge University Press, 2003, p. 19 à 105 et 113 à 182.

¹⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 10* (A/56/10), par. 98, par. 1, du commentaire de l'article 2, p. 416.

¹⁶ *Ibid.*, par. 4 et 5, p. 417.

12) Le troisième critère a trait au caractère transfrontière du dommage causé par les activités concernées. Le «dommage transfrontière» est défini au principe 2. Cette définition établit un lien entre le dommage transfrontière et le territoire ou d'autres lieux placés sous la juridiction ou le contrôle d'un État autre l'État dans lequel l'activité est exercée. Ce critère couvre donc trois concepts, à savoir «territoire, juridiction» et «contrôle». Ces concepts sont définis dans le projet d'articles sur la prévention¹⁷. Les activités doivent être exercées sur le territoire ou en des lieux placés sous la juridiction ou le contrôle d'un État et avoir un impact sur le territoire ou des lieux placés sous sa juridiction ou le contrôle d'un autre État.

13) Le quatrième critère permettant de délimiter le champ d'application du sujet est que le dommage transfrontière significatif doit avoir été causé par les «conséquences physiques» des activités en question. Ainsi, le dommage transfrontière qui pourrait être causé par les politiques de l'État dans les domaines monétaire, socioéconomique ou dans des domaines similaires est exclu du champ d'application du sujet¹⁸.

14) Enfin, le projet de principes s'intéresse aux «dommages causés» («*damage caused*») par les activités dangereuses. Dans le contexte actuel, la référence au concept plus large de dommage transfrontière («*transboundary harm*») a été conservée lorsqu'il est question uniquement du risque de dommage, et non de la phase suivante, lorsque le dommage s'est effectivement produit. Le terme «dommage» («*damage*») est utilisé pour renvoyer à cette dernière phase. La notion de «dommage» («*damage*») est introduite pour traduire la spécificité du dommage («*harm*») transfrontière, qui s'est produit. Le terme présente également l'avantage d'être familier. C'est le terme qui est généralement utilisé dans les régimes de responsabilité¹⁹. L'expression

¹⁷ Ibid., par. 98, par. 7 à 12, du commentaire de l'article 1, p. 412 à 414.

¹⁸ Ibid., par. 16 et 17, p. 415.

¹⁹ Le dommage est défini au paragraphe 2 c) de l'article 2 du Protocole de Bâle de 1999 sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant des mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux (document UNEP-CHW.5/29); au paragraphe 2 d) de l'article 2 du Protocole de Kiev de 2003; au paragraphe 7 de l'article 2 de la Convention de Lugano de 1993; au paragraphe 6 de l'article 1 de la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses (Convention SNPD) (document IMO LEG/CONF.10/8/2. Voir également 35 *ILM* (1996) 1415); au paragraphe 10 de l'article premier de la Convention de 1989 sur la responsabilité civile pour les dommages causés au cours du transport des

«transfrontière» qualifie «dommage» pour souligner l'orientation transfrontière qui est donnée au champ d'application des présents principes. Le membre de phrase «aux dommages transfrontières» vise à souligner le large éventail de questions soulevées par le dommage, dont traitent les présents principes, lesquelles vont au-delà du principe d'indemnisation prompte et adéquate.

marchandises dangereuses par route, rail et bateaux de navigation intérieure (CRTD) (document ECE/TRANS/79, pour le texte voir également la *Revue de droit uniforme* (UNIDROIT) 1989 (I), p. 280). Voir également le paragraphe 2 de l'article 2 de la Directive n° 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux (JO L 143/56, 30.4.2004. vol. 47); l'article I a) de la Convention de 1972 sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 961, p. 187).

Les dommages par la pollution sont définis au paragraphe 6 de l'article premier de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de 1969 (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 973, p. 3); au paragraphe 6 de l'article 1 de la Convention internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (document IMO LEG/CONF.9/15. Voir également Birnie et Boyle, *Basic Documents on International Law and the Environment* (Oxford, 1995), 91 à 106); au paragraphe 9 de l'article premier de la Convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute (document IMO LEG/CONF.12/DC/1); au paragraphe 6 de l'article 1 de la Convention sur la responsabilité civile pour les dommages de pollution par les hydrocarbures résultant de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales du sous-sol marin (16 *ILM* (1977) 1451).

En ce qui concerne la définition des dommages nucléaires, voir le paragraphe 1 k) de l'article I de la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires de 1963 (2 *ILM* (1963) 727); le paragraphe 1 k) de l'article I du Protocole de 1997 d'amendement de la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires de 1963 (36 *ILM* (1997) 1462); à l'article premier de la Convention de 1997 sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires (36 *ILM* (1997) 1473); au paragraphe a) vii) de l'article I du Protocole visant à modifier la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (www.nea.fr/html/law).

Voir également l'article 1 15) de la Convention de 1988 sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique (27 *ILM* (1988) 859), qui définit les dommages à l'environnement de l'Antarctique ou aux écosystèmes dépendants ou associés; et la Convention de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (résolution 51/229 de l'Assemblée générale, du 21 mai 1997; pour le texte, voir le document A/51/869. Voir également 36 *ILM* (1997) 700) dont l'article 7 concerne l'obligation «de ne pas causer de dommages significatifs».

Principe 2

Termes employés

Aux fins des présents projets de principes:

- a) Le terme «dommage» s'entend d'un dommage significatif causé à des personnes, à des biens ou à l'environnement et comprend:
 - i) Une perte de vie humaine ou un dommage corporel;
 - ii) La perte d'un bien, ou un dommage causé à un bien, y compris tout bien faisant partie du patrimoine culturel;
 - iii) Une perte ou un dommage résultant d'une atteinte à l'environnement;
 - iv) Le coût de mesures raisonnables de remise en état du bien, ou de l'environnement, y compris les ressources naturelles;
 - v) Le coût de mesures d'intervention raisonnables;
- b) L'«environnement» comprend: les ressources naturelles, abiotiques et biotiques, telles que l'air, l'eau, le sol, la faune et la flore et les interactions de ces mêmes facteurs; et les aspects caractéristiques du paysage;
- c) On entend par «dommage transfrontière» un dommage causé sur le territoire ou en d'autres lieux placés sous la juridiction ou le contrôle d'un État autre que l'État sur le territoire ou sous la juridiction ou le contrôle duquel s'exercent les activités visées dans le premier projet de principe;
- d) On entend par «activité dangereuse» une activité qui comporte un risque de causer un dommage significatif de par ses conséquences physiques;
- e) On entend par «exploitant» toute personne qui dirige ou contrôle l'activité au moment de la survenance de l'événement ayant causé le dommage transfrontière.

Commentaire

1) La définition de «dommage» est cruciale aux fins des présents principes. Si les éléments du dommage sont identifiés, c'est en partie pour établir le fondement des réclamations y relatives. Avant d'identifier les éléments du dommage, il importe de noter que, pour ouvrir droit à indemnisation, les dommages devraient atteindre un certain seuil, à partir duquel les présents principes entreraient en jeu. Par exemple, la sentence arbitrale rendue dans l'affaire de la *Fonderie de Trail* ne s'est intéressée qu'aux «conséquences graves» des opérations de la

fonderie²⁰. La sentence arbitrale dans l'affaire du *Lac Lanoux* s'est appuyée sur la notion de «gravement lésé» («*serious injury*»)²¹. On a aussi utilisé les termes «important», «grave» ou «substantiel» pour exprimer le seuil ouvrant droit à réclamation dans un certain nombre de conventions²². L'adjectif anglais «*significant*» a également été employé dans d'autres instruments juridiques et dans des textes de loi nationaux²³.

2) La détermination de ce qui constitue un «dommage significatif» fait appel à des critères concrets et objectifs, mais aussi à un jugement de valeur qui dépend des circonstances du cas considéré et du moment où ce jugement est porté. Il se peut, par exemple, qu'une perte donnée, à un moment donné, ne soit pas considérée comme «significative» parce qu'à ce moment précis

²⁰ Affaire de la *Fonderie de Trail*, Nations Unies, *Recueil des sentences arbitrales*, vol. III, p. 1965.

²¹ Affaire du *Lac Lanoux* (*France c. Espagne*), *ibid.*, vol. XII, p. 281.

²² Voir par exemple l'article 4, par. 2, de la Convention sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique, *Revue générale de droit international*, Paris, t. 93, 1989, p. 102; l'article 2, par. 1 et 2, de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (62, *Revue générale de droit international public*); et l'article 7 de la Convention sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation.

²³ Voir, par exemple, l'article 5 du projet de convention sur les utilisations industrielles et agricoles des fleuves et des lacs internationaux, élaboré par le Comité juridique interaméricain en 1965 (Organisation des États américains, *Rios y Lagos Internacionales*, 4^e éd., 1971), p. 132; l'article 10 des Règles d'Helsinki relatives aux utilisations des eaux des fleuves internationaux, Association de droit international, *Report of the Fifty-second Conference* (Helsinki, 1966), p. 496; l'article 21 du Règlement [révisé] de l'Association de droit international sur l'utilisation équitable et la mise en valeur durable des ressources en eau (dixième projet, février 2004), www.ila.hq.org/pdf/water; les paragraphes 1 et 2 de la résolution 2995 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1972, relative à la coopération entre les États dans le domaine de l'environnement; le paragraphe 6 de la Recommandation du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les principes concernant la pollution transfrontière, 1974, OCDE, *Non-Discrimination in Relation to Transfrontier Pollution: Leading OECD Documents*, p. 35, reparu in *14 ILM* (1975), p. 246; le Mémoire d'intention de 1980 relatif à la pollution atmosphérique transfrontière entre les États-Unis d'Amérique et le Canada, 32 U.S.T., p. 2541, T.I.A.S., n° 9856; et l'article 7 de l'Accord de coopération pour le règlement des problèmes d'environnement dans la zone frontalière conclu en 1983 entre le Mexique et les États-Unis d'Amérique, in *ILM*, vol. 22 (1983), p. 1025. Les États-Unis ont aussi utilisé l'adjectif «*significant*» dans leur droit interne à propos de questions d'environnement. Voir *American Law Institute, Restatement of the Law*, sect. n 601, Reporter's Note 3, p. 111 et 112.

les connaissances scientifiques ou l'appréciation portée par l'homme sont telles que la perte est considérée comme «tolérable». Mais ultérieurement, ce jugement peut changer et le même dommage peut alors être considéré comme «significatif». La sensibilité de la communauté internationale à l'égard de la pollution de l'air et de l'eau est en constante évolution.

3) L'alinéa a définit le «dommage» comme tout dommage significatif causé à des personnes, à des biens ou à l'environnement. Les sous-alinéas i) et ii) portent sur les dommages corporels, les dégâts matériels et les pertes économiques pures, de même que sur la perte de biens faisant partie du patrimoine culturel, qui est la propriété de l'État. La notion de dommage ne se conçoit pas isolément ou dans le vide: le dommage survient pour quelqu'un ou quelque chose.

4) Ainsi, au sous-alinéa i), la notion de dommage causé à des personnes recouvre la perte de vie humaine et les dommages corporels. On trouve des exemples d'une telle disposition dans le droit interne²⁴ et dans la pratique des traités²⁵. Même les régimes de responsabilité civile qui ne

²⁴ La loi allemande sur la responsabilité en matière d'environnement, par exemple, couvre la perte de vie humaine et les dommages corporels. La loi finlandaise sur l'indemnisation des dommages environnementaux, le Code suédois de l'environnement et la loi danoise sur l'indemnisation des dommages environnementaux comprennent tous des dispositions consacrées aux dommages corporels.

²⁵ Certains régimes de responsabilité civile renferment les dispositions suivantes: l'article premier, paragraphe 1 k), de la Convention de Vienne de 1963 relative à la responsabilité civile en matière de dommage nucléaire englobe dans la définition de «dommage nucléaire» «i) tout décès, tout dommage aux personnes, toute perte de bien ou tout dommage aux biens...»; l'article premier, par. 1 k), du Protocole de 1997 portant modification de la Convention de Vienne de 1963 relative à la responsabilité civile en matière de dommage nucléaire englobe également dans la définition «i) tout décès ou dommage aux personnes; ii) toute perte de bien ou tout dommage aux biens»; l'article premier, paragraphe vii), de la Convention de Paris de 2004 définit l'expression «dommage nucléaire» comme «1. Tout décès ou dommage aux personnes», 2. Toute perte de biens ou tout dommage aux biens»; la CRTD définit comme suit la notion de dommage au paragraphe 10 de l'article premier: «a) tout décès ou toute lésion corporelle...; b) toute perte ou tout dommage subis par des biens...»; le Protocole de Bâle définit le terme «dommage» en son article 2, par. 2 c), comme «i) la perte de vies humaines ou tout dommage corporel; ii) la perte de tout bien ou les dommages causés à des biens autres que des biens appartenant à la personne responsable conformément au Protocole»; le Protocole de Kiev définit les dommages en son article 2, par. 2 d), comme «i) la perte de vies humaines ou tout préjudice corporel; ii) la perte de biens ou les dommages causés à des biens autres que les biens appartenant à la personne responsable conformément au Protocole»; la Convention de Lugano définit les dommages en son article 2 7) comme: «a) Le décès ou des lésions corporelles; b) Toute perte ou tout dommage causé à des biens autres que l'installation

portent que sur les dommages environnementaux et ne s'intéressent pas directement aux dommages corporels reconnaissent que d'autres règles s'appliqueraient²⁶. Les régimes qui gardent le silence sur la question ne semblent pas exclure entièrement la possibilité d'introduire une réclamation pour les dommages relevant de cette catégorie²⁷.

5) Le sous-alinéa ii) concerne les dommages causés aux biens, y compris la perte. On trouvera des exemples d'une telle disposition dans le droit interne²⁸ et dans la pratique des traités²⁹. Pour des raisons de principe, certains régimes de responsabilité civile excluent les dommages causés aux biens de la personne responsable. L'auteur d'un délit civil n'est pas autorisé à tirer bénéfice de son délit. L'article 2 2) c) ii) du Protocole de Bâle, l'article 2 7) b) de la Convention de Lugano et l'article 2 2) d) ii) du Protocole de Kiev contiennent des dispositions à cet effet.

6) Traditionnellement, les droits réels concernent davantage les droits privés des individus que les droits publics. Un particulier ne rencontrerait aucune difficulté pour faire valoir une réclamation relative à ses droits personnels ou réels. Il s'agit de réclamations liées à la possession ou à la propriété, en cas de décès, de dommages corporels ou encore de perte de biens ou de dommages causés à des biens. De plus, la législation sur les délits civils tend à couvrir les dommages pouvant être en rapport avec l'environnement. C'est le cas des dommages causés à

elle-même ou que les biens se trouvant sur le site de l'activité dangereuse et placés sous le contrôle de l'exploitant».

²⁶ La directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale ne s'applique pas aux dommages corporels, aux dommages à la propriété privée ni aux pertes économiques et n'affectent en rien les droits existants concernant les dommages de ce type.

²⁷ Le dommage par pollution est défini à l'article 1, par. 6, de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 973, p. 3), de même qu'à l'article premier, par. 6, de la Convention internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (document OMI LEG/CONF.9/15), art. 1, par. 9.

²⁸ Par exemple, la loi finlandaise sur l'indemnisation des dommages environnementaux couvre les dommages aux biens; le chapitre 32 du Code suédois de l'environnement prévoit aussi une indemnisation en cas de dommages aux biens; la loi danoise sur l'indemnisation des dommages environnementaux couvre les dommages aux biens.

²⁹ Voir les exemples cités à la note 25.

des biens, des dommages corporels ou de certaines pertes purement économiques subies à la suite d'un dommage causé à l'environnement. À cet égard, on établit souvent une distinction entre les pertes indirectes et les pertes purement économiques³⁰.

7) Les pertes économiques indirectes sont le résultat d'un décès ou d'un dommage corporel ou d'un dommage causé à des biens, y compris les pertes de revenu résultant d'un dommage corporel. Par exemple, en vertu de la section 2702 b) de la loi des États-Unis sur la pollution par des hydrocarbures, quiconque peut demander réparation pour tout préjudice ou toute perte économique résultant de la destruction de biens réels ou personnels, ces dommages étant recouvrables par le plaignant qui serait propriétaire ou locataire des biens en question. La loi dispose également que quiconque peut prétendre à «des dommages-intérêts équivalant au manque à gagner ou à la perte résultant d'une atteinte à sa capacité de gain causée par un dommage corporel, la destruction ou la perte de biens réels, de biens personnels...». De même, la section 252 du Code civil allemand dispose que tout manque à gagner doit être indemnisé. Dans le présent projet de principes, ce type de dommage sera couvert par les sous-alinéas i) et ii)³¹. Il existe donc plusieurs façons d'aborder la réparation de la perte de revenu. Toutefois,

³⁰ Bjorn Sandvik et Satu Suikkari, «Harm and Reparation in International Treaty Regimes: An Overview», in Peter Wetterstein, *Harm to the Environment...*, *op cit*, p. 57. Voir, pour information générale, Edward H. P. Brans, *Liability for Damage to Public Natural Resources: Standing, Damage and Damage Assessment* (2001), Kluwer Law International, p. 9 à 63. Voir aussi Julio Barboza, Rapporteur spécial, onzième rapport, 1995, A/CN.4/468.

³¹ Voir, par exemple, l'article [I k)] du Protocole de 1997 amendant la Convention de Vienne de 1963 relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, selon lequel dommage nucléaire signifie «... pour chacune des catégories suivantes, dans la mesure déterminée par le droit du tribunal compétent, iii) tout dommage immatériel résultant d'une perte ou d'un dommage visé aux alinéas i) ou ii), pour autant qu'il ne soit pas inclus dans ces alinéas, s'il est subi par une personne qui est fondée à demander réparation de cette perte ou ce dommage; ... vii) tout autre dommage immatériel autre que celui causé par la dégradation de l'environnement, si le droit général du tribunal compétent concernant la responsabilité civile le permet. Voir aussi art. 1^{er} de la Convention de 1997 sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires, selon lequel «dommage nucléaire» signifie «pour chacune des catégories suivantes, dans la mesure déterminée par le droit du tribunal compétent ... , iii) tout dommage immatériel résultant d'une perte ou d'un dommage visé aux alinéas i) ou ii), pour autant qu'il ne soit pas inclus dans ces alinéas, s'il est subi par une personne qui est fondée à demander réparation de cette perte ou ce dommage; ... vii) tout autre dommage immatériel autre que celui causé par la dégradation de l'environnement, si le droit général du tribunal compétent concernant la responsabilité civile le permet». L'article I vii) du Protocole de 2004 portant modification de la Convention de Paris de 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire

en l'absence d'une disposition expresse portant sur les réclamations pour perte de revenu, on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'en cas d'incident dû à des activités dangereuses qui est directement à l'origine d'une substantielle perte de revenu pour la victime l'État concerné devrait faire en sorte que la victime ne soit pas laissée sans soutien.

8) D'un autre côté, la perte purement économique n'est pas liée aux dommages corporels ou aux dommages aux biens. Une marée noire, par exemple, peut immédiatement se traduire par un manque à gagner pour les secteurs du tourisme et de la pêche des environs. De tels incidents ont suscité des réclamations à raison de pertes purement économiques, sans grand succès. Il reste que certains droits internes et certains régimes de responsabilité civile reconnaissent maintenant ce type de dommages comme ouvrant droit à réparation. Selon la sous-section 2702 b) de la loi des États-Unis sur la pollution par les hydrocarbures, quiconque peut prétendre à des «dommages-intérêts équivalant au manque à gagner ou à la perte de capacité de gain causés par un dommage corporel, la destruction ou la perte de ... ressources naturelles». La loi finlandaise sur l'indemnisation des dommages environnementaux couvre aussi les pertes purement économiques, excepté lorsqu'elles sont négligeables. Le chapitre 32 du Code suédois de l'environnement dispose que les pertes purement économiques qui ne sont pas dues à un comportement criminel ouvrent droit à réparation, dans la mesure où elles sont significatives. La loi danoise sur l'indemnisation des dommages environnementaux couvre la perte économique et le coût de mesures raisonnables de prévention ou de remise en état de l'environnement. En revanche, la loi allemande sur la responsabilité environnementale ne traite pas des pertes purement économiques³².

9) L'article 2 d) iii) du Protocole de Kiev et l'article 2 2) d) iii) du Protocole de Bâle couvrent tout manque à gagner directement en relation avec une utilisation ou une jouissance quelconque

définit l'expression «dommage nucléaire» comme signifiant aussi, pour chacune des catégories suivantes dans la mesure déterminée par le droit du tribunal compétent, ... 3) tout dommage immatériel résultant d'une perte ou d'un dommage visé au point 1 ou 2, pour autant qu'il ne soit pas inclus dans ces points, s'il est subi par une personne qui est fondée à demander réparation de cette perte ou de ce dommage.

³² Voir, pour information générale, Peter Wetterstein, «Environmental Damage in the Legal Systems of the Nordic Countries and Germany», in Michael Bowman and Alan Boyle, *Environmental Damage in International Law and Comparative Law: Problems of Definition and Evaluation* (Oxford University Press) 2002, p. 222 à 242.

de l'environnement qui résulte d'une dégradation importante de cet environnement, compte tenu des dépenses évitées et des coûts. Aux fins des présents principes, ce type de dommage est traité au sous-alinéa iii)³³.

10) Le sous-alinéa ii) couvre aussi les biens qui font partie du patrimoine culturel. Le patrimoine culturel national fait partie des biens de l'État. Il comprend des éléments très divers dont les monuments, les ensembles et les sites; le patrimoine naturel comprend quant à lui les sites et éléments naturels ainsi que les formations géologiques et physiologiques. Leur valeur réside dans leur importance historique, artistique, scientifique, esthétique, ethnologique ou anthropologique, dans leur état de conservation ou leur beauté naturelle. La Convention de 1972 pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel contient une définition complète de ce qui constitue le patrimoine culturel³⁴. Tous les régimes de responsabilité civile ne couvrent

³³ Voir aussi l'article I 1) k) du Protocole de 1997 amendant la Convention de Vienne de 1963 relative à la responsabilité civile en matière de dommage nucléaire, selon lequel «dommage nucléaire» signifie ... pour chacune des catégories suivantes, dans la mesure déterminée par le droit du tribunal compétent, ... v) tout manque à gagner en relation avec une utilisation ou une jouissance quelconque de l'environnement qui résulte d'une dégradation importante de cet environnement, et pour autant que ce manque à gagner ne soit pas inclus dans l'alinéa ii); voir aussi l'article premier de la Convention de 1997 sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires, selon lequel «dommage nucléaire» signifie ... pour chacune des catégories suivantes, dans la mesure déterminée par le droit du tribunal compétent, ... v) tout manque à gagner en relation avec une utilisation ou une jouissance quelconque de l'environnement qui résulte d'une dégradation importante de cet environnement, et pour autant que ce manque à gagner ne soit pas inclus dans l'alinéa ii); l'article I vii) du Protocole de 2004 portant modification de la Convention de Paris de 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, selon lequel «dommage nucléaire» signifie ... pour chacune des catégories suivantes, dans la mesure déterminée par le droit du tribunal compétent, ... 5) tout manque à gagner directement en relation avec une utilisation ou une jouissance quelconque de l'environnement qui résulte d'une dégradation importante de cet environnement, et pour autant que ce manque à gagner ne soit pas inclus dans le point 2; ...

³⁴ Nations Unies, 1977, *Recueil des Traités*. Aux termes de l'article premier, sont considérés comme «patrimoine culturel»:

- Les monuments: œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science;

pas les aspects du patrimoine culturel sous la même rubrique. Ainsi, la Convention de Lugano englobe dans sa définition d'«environnement» des biens qui font partie du patrimoine culturel³⁵.

11) Le respect et la sauvegarde des biens culturels sont essentiels en temps de paix comme en temps de guerre. Ce principe est affirmé dans la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé³⁶. En outre, le droit international humanitaire interdit les hostilités dirigées contre les monuments historiques et les œuvres d'art qui constituent l'héritage culturel des peuples³⁷.

12) Le sous-alinéa iii) porte sur des questions relatives aux dommages à l'environnement proprement dit. Il s'agit de dommages causés à l'environnement par l'activité dangereuse sans que cette activité soit en aucune manière liée à un dommage à des personnes ou à des biens. En cas de dommages à l'environnement proprement dit, il n'est pas facile d'établir les éléments nécessaires pour ester. L'environnement n'appartient à personne. Il est généralement considéré comme un bien commun (*res communis omnium*), qui n'est pas susceptible d'appropriation,

-
- Les ensembles: groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science;
 - Les sites: œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones, y compris les sites archéologiques, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

Voir aussi la définition de «bien culturel» énoncée à l'article premier de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, laquelle englobe tous les biens, meubles ou immeubles, qui présentent une grande importance pour le patrimoine culturel des peuples. Voir aussi la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites de biens culturels.

³⁵ Voir aussi art. 1 2) de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux.

³⁶ Faite à La Haye le 14 mai 1954.

³⁷ Protocoles additionnels aux Conventions de Genève, art. 53 du Protocole I et art. 16 du Protocole II. Voir aussi les Conventions de La Haye de 1907, en particulier la Convention IV et son Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (art. 27 et 56 du Règlement) et la Convention IX concernant le bombardement par les forces navales en temps de guerre (art. 5).

contrairement à la *res nullius*, c'est-à-dire les biens qui n'appartiennent à personne mais qui sont appropriables. Les particuliers n'ont pas de droits personnels en ce qui concerne ce bien commun et n'auraient normalement pas un intérêt suffisant pour pouvoir présenter une réclamation concernant un dommage causé à un tel bien³⁸. De plus, il n'est pas toujours facile de déterminer qui peut être lésé par la perte de valeurs écologiques ou esthétiques aux fins du dépôt d'une plainte. Ce sont les États qui ont la garde de ces biens et, généralement, ce sont les autorités publiques et, dernièrement, les groupes d'intérêt, qui sont habilités à ester concernant ce type de plaintes³⁹.

13) Les sous-alinéas iii) à v) portent sur des réclamations qui sont habituellement associées à des dommages environnementaux. Une définition de l'environnement figure à l'alinéa b. On peut considérer que ces dispositions procèdent de la même notion. Ensemble, ils constituent les éléments essentiels d'une définition des «dommages à l'environnement». La notion de dommage à l'environnement est consacrée dans plusieurs régimes de responsabilité civile⁴⁰.

L'environnement peut être défini de différentes façons pour différentes finalités et il est bon de garder à l'esprit qu'il n'en existe pas de définition universellement acceptée. Il serait toutefois

³⁸ In *Burgess v. M. V. Tamano*, 370 F.Supp (1973), p. 247, le tribunal a noté qu'«il est également incontestable que le droit de cueillir des palourdes ... n'est pas un droit privé lié à un particulier, mais un droit public détenu par l'État "qui en a la garde pour le bien commun du peuple" ...».

³⁹ En vertu de la loi générale des États-Unis sur l'intervention, l'indemnisation et la responsabilité en matière d'environnement 1980 (CERCLA), 42 U.S.C.A., sect. 9601 et suiv.; la loi sur la salubrité de l'eau de 1977, 33 U.S.C.A., sect. 1321; la loi sur la pollution par les hydrocarbures, 33 U.S.C.A., sect. 2701 et suiv., «le Congrès a autorisé certains organismes intergouvernementaux chargés de gérer les ressources naturelles à agir comme mandataires pour évaluer les dommages et recouvrer les fonds... Le fidéicommis public est défini largement et porte sur les "ressources naturelles" qui appartiennent à l'État fédéral, aux États, aux collectivités locales et aux tribus indiennes, qui sont gérées ou détenues par les uns ou les autres, en relèvent ou sont contrôlées par eux.».

⁴⁰ Voir par exemple, la Convention de Lugano (art. 2, par. 7 d)); la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels (art. 1^{er} c)); la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (art. 1^{er} 2)); la Convention sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique (CRAMRA) (art. 8 2) a), b) et d)); la Convention sur la responsabilité civile pour les dommages causés au cours du transport de marchandises dangereuses par route, rail et bateaux de navigation intérieure (CRTD) (art. 9 c) et d)); le Protocole de Bâle (art. 2 2) c) iv) et v)); et le Protocole de Kiev (art. 2 d) iv) et v)).

utile de proposer une définition de travail aux fins des présents principes, ne serait-ce que pour se faire une idée de la portée des mesures correctives nécessaires en cas de dommages causés à l'environnement⁴¹.

14) L'alinéa b donne une définition du terme «environnement». Cette définition pourrait être restrictive, se limitant exclusivement aux ressources naturelles comme l'air, le sol, l'eau, la faune et la flore et leur interaction. Plus large, elle pourrait aussi s'étendre aux valeurs environnementales. La Commission a choisi d'inclure dans la définition ces valeurs, qui comprennent des valeurs autres que celle des services rendus, comme l'esthétique du paysage⁴². Cela inclut la jouissance de la nature pour sa beauté naturelle et pour ses propriétés et ses atouts en matière de loisirs. Cette vision plus large se justifie par le caractère général et supplétif des présents principes⁴³.

15) De plus, la Commission, en adoptant cet angle d'approche général, pour reprendre les termes de l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative au *Projet Gabčíkovo-Nagymaros*⁴⁴:

⁴¹ Voir aussi le Livre vert des Communautés européennes sur la réparation des dommages causés à l'environnement, COM (93) 47 final, 14 mai 1993, p. 10.

⁴² Pour une analyse de la philosophie qui sous-tend les régimes de réparation des dommages causés à la biodiversité, voir Michael Bowman, «Biodiversity, Intrinsic Value and the Definition and valuation of Environmental Harm», dans Michael Bowman et Alan Boyle, *Environmental Damage...*, op. cit., p. 41 à 61. Aux termes de l'article 2 de la Convention de 1972 pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, sont considérés comme «patrimoine naturel» les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique; les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation; les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.».

⁴³ Pour un examen succinct des conceptions, différentes, qui sous-tendent la définition des dommages causés à l'environnement, voir Philippe Sands, *Principles of Environmental Law*, 2^e éd., 2003, p. 876 à 878.

⁴⁴ Affaire relative au *Projet Gabčíkovo-Nagymaros* (Hongrie/Slovaquie), *C.I.J. Recueil* 1997, p. 7.

ne perd pas de vue que, dans le domaine de la protection de l'environnement, la vigilance et la prévention s'imposent en raison du caractère souvent irréversible des dommages causés à l'environnement et des limites inhérentes au mécanisme même de la réparation de ce type de dommages⁴⁵.

16) De surcroît, une définition plus large permettrait de tempérer toute limite imposée par les régimes de responsabilité aux mesures correctives acceptables, ce que traduisent les sous-alinéas iv) et v).

17) Ainsi, alors que la mention à l'alinéa b des «ressources naturelles ... et [des] interactions» de leurs facteurs évoque la conception familière de l'environnement dans un écosystème protégé⁴⁶, l'expression «les aspects caractéristiques du paysage» annonce une conception plus large de l'environnement⁴⁷. La définition des ressources naturelles comprend les ressources biotiques et abiotiques, y compris leurs écosystèmes.

⁴⁵ Ibid., par. 140. La Cour a évoqué aussi à ce propos la nécessité de garder présents à l'esprit les intérêts intergénérationnels et intragénérationnels, ainsi que la demande impérieuse actuelle de développement durable.

⁴⁶ À l'article 2 de la Convention sur la diversité biologique, le terme «écosystème» est défini comme désignant «le complexe dynamique formé de communautés de plantes, d'animaux et de micro-organismes et de leur environnement non vivant qui, par leur interaction, forment une unité fonctionnelle». Selon la Convention sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique,

«L'expression "dommage à l'environnement de l'Antarctique ou aux écosystèmes dépendants ou associés" désigne toute incidence sur les composantes vivantes et non vivantes dudit environnement ou desdits écosystèmes, y compris toute atteinte à la vie atmosphérique, marine ou terrestre, dépassant un niveau négligeable ou dépassant ce qui a été évalué et considéré comme acceptable en vertu de la présente Convention.»

⁴⁷ L'article 2, par. 10, de la Convention de Lugano contient une liste non exhaustive des éléments qui constituent l'environnement, parmi lesquels figurent «les ressources naturelles abiotiques et biotiques, telles que l'air, l'eau, le sol, la faune et la flore, et l'interaction entre les mêmes facteurs; les biens qui composent l'héritage culturel; et les aspects caractéristiques du paysage»; l'article 1^{er}, al. c, de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels énumère les conséquences nocives des accidents industriels sur «i) les êtres humains, la flore et la faune; ii) les sols, l'eau, l'air et le paysage; iii) l'interaction entre les facteurs visés aux alinéas i) et ii); iv) les biens matériels et le patrimoine culturel, y compris les monuments historiques»; au paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, il est précisé que l'«effet sur l'environnement peut prendre plusieurs formes d'atteinte à la santé et à la sécurité de l'homme, à la flore, à la faune, au sol, à l'air, à l'eau, au climat, au paysage et aux monuments historiques ou autres

18) Le sous-alinéa iii) renvoie à une des formes que le dommage causé à l'environnement revêtirait: «une atteinte à l'environnement». L'atteinte s'entend d'un préjudice, d'une modification, d'une altération, d'une détérioration, d'une destruction ou d'une perte. Elle entraîne une diminution préjudiciable de la qualité, de la valeur ou de l'excellence. Comme noté au paragraphe 9 ci-dessus, les demandes en réparation pour manque à gagner en relation directe avec une utilisation quelconque de l'environnement qui résulte d'une atteinte à cet environnement peuvent entrer dans cette catégorie.

19) Il est à noter que la mention au sous-alinéa iv) du «coût de mesures raisonnables de remise en état» et au sous-alinéa v) du coût raisonnable des opérations de nettoyage, associé au «coût de mesures d'intervention raisonnables» renvoie à des notions modernes. Ces éléments du dommage sont reconnus depuis peu parce que, comme un commentateur l'a noté, «l'accent est mis surtout sur les dommages à l'environnement lui-même et non plus principalement sur les dommages aux personnes et aux biens»⁴⁸. Il apparaît clairement au sous-alinéa iv) que le coût raisonnable de mesures de remise en état du bien est remboursable dans le cadre des demandes en réparation des dommages transfrontières. La pratique conventionnelle récente tend à reconnaître l'importance de ces mesures, mais laisse au droit interne le soin de déterminer qui peut être habilité à les prendre. Ces mesures ont été définies comme étant toutes mesures raisonnables visant à évaluer, remettre en état ou rétablir les éléments endommagés ou détruits de l'environnement ou, en cas d'impossibilité, d'introduire dans l'environnement, selon que de besoin, l'équivalent de ces éléments⁴⁹.

constructions, ou interaction de plusieurs de ces facteurs; il peut s'agir aussi d'une atteinte au patrimoine culturel ou aux conditions socioéconomiques résultant de modifications de ces facteurs».

⁴⁸ Louise de La Fayette, «The Concept of Environmental Damage in International Law», dans Michael Bowman et Alan Boyle, *Environmental Damage...*, op. cit., p. 166 et 167.

⁴⁹ Voir par exemple le Protocole d'amendement de la Convention de Vienne de 1963 relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires (1997), l'article 1^{er}, par. 1, al. k iv): «le coût des mesures de restauration d'un environnement dégradé, sauf si la dégradation est insignifiante, si de telles mesures sont effectivement prises ou doivent l'être, et pour autant que ce coût ne soit pas inclus dans l'alinéa ii)»; la Convention de 1997 sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires, art. 1^{er}, al. v): «tout manque à gagner en relation avec une utilisation ou une jouissance quelconque de l'environnement qui résulte d'une dégradation importante de cet environnement, et pour autant que ce manque à gagner ne soit pas inclus dans

20) L'adjectif «raisonnable» a pour objet d'indiquer que le coût de ces mesures ne doit pas être par trop disproportionné par rapport à l'utilité de la mesure. Dans l'affaire *Commonwealth of Puerto Rico c. Zoe Colocotroni*, la cour d'appel du Premier circuit des États-Unis a déclaré ce qui suit:

«Les coûts pouvant être recouverts sont les coûts raisonnablement encourus ... pour remettre l'environnement de la zone sinistrée dans l'état où il se trouvait précédemment ou dans un état aussi proche que possible sans encourir des dépenses manifestement disproportionnées. Pour évaluer le caractère raisonnable de ces dépenses, il convient de se référer aux mesures qu'une entité souveraine ou un organisme public adopterait pour mitiger les effets de la pollution en tenant compte de facteurs comme la faisabilité technique, les effets indirects néfastes, la compatibilité avec la régénération naturelle et la mesure dans laquelle, au-delà d'un certain point, les efforts déployés seraient soit inutiles, soit excessivement onéreux.»⁵⁰.

21) Le sous-alinéa v) inclut le coût de mesures d'intervention raisonnables en tant qu'élément recevable des demandes en réparation des dommages transfrontières. La pratique conventionnelle récente tend à reconnaître l'importance de telles mesures, tout en laissant au droit interne le soin de préciser qui peut être habilité à les prendre⁵¹. Au nombre de ces mesures

l'alinéa ii)»; la Convention de Paris de 2004 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, art. I, vii) 4): «le coût des mesures de restauration d'un environnement dégradé, sauf si la dégradation est insignifiante, si de telles mesures sont effectivement prises ou doivent l'être, et pour autant que ce coût ne soit pas inclus dans le point 2». Il est précisé au paragraphe 6 de l'article I de la Convention internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures que les indemnités versées au titre de l'altération de l'environnement autres que le manque à gagner dû à cette altération seront limitées au coût des mesures raisonnables de remise en état qui ont été effectivement prises ou qui le seront. Voir également les alinéas c iv) et d du paragraphe 2 de l'article 2 du Protocole de Bâle; les paragraphes 7 c) et 8 de l'article 2 de la Convention de Lugano et les alinéas d iv) et g du paragraphe 2 de l'article 2 du Protocole de Kiev.

⁵⁰ 628 F.2 d, p. 652 (1st Cir. 1980), cité dans Colin de La Rue, «Environmental Damage Assessment», dans Ralph P. Kroner (dir. publ.) *Transnational Environmental Liability and Insurance* (1993), p. 71.

⁵¹ Voir par exemple le Protocole (1997) d'amendement à la Convention de Vienne de 1963 relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, art. 1^{er}, par. 1, al. k vi): «Le coût des mesures préventives et toute autre perte ou tout autre dommage causé par de telles mesures»; la Convention de 1997 sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires, art. 1^{er}, al. f vi): «le coût des mesures préventives et toute autre perte ou tout autre dommage causé par de telles mesures»; le Protocole de 2004 portant modification de la Convention de 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, art. I, al. vii) 6): «le coût des mesures de sauvegarde et toute autre perte ou tout autre dommage causé par de telles

figure toute mesure raisonnable prise par toute personne, y compris une autorité publique, suite à la survenance d'un dommage transfrontière pour prévenir, réduire ou atténuer des pertes ou des dommages éventuels ou pour organiser les opérations d'assainissement de l'environnement.

Les mesures d'intervention doivent être raisonnables.

22) L'alinéa c définit le «dommage transfrontière» comme étant un dommage survenu dans un État à la suite d'un accident ou d'un incident dû à une activité dangereuse conduite dans un autre État. Cette théorie repose sur les notions bien établies de territoire, juridiction et contrôle d'un État. Dans ce sens, elle se réfère aux dommages causés sur le territoire ou en d'autres lieux extérieurs au territoire mais placés sous la juridiction ou le contrôle d'un État autre que celui sous le territoire duquel ou sur la juridiction ou le contrôle duquel les activités dangereuses sont exercées. Peu importe que les États aient ou non une frontière commune. La définition renvoie par exemple aux activités menées sous la juridiction ou le contrôle d'un État sur ses navires ou ses plates-formes en haute mer, qui ont des effets sur le territoire d'un autre État ou en d'autres lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle. Il va cependant de soi que d'autres situations pourraient se produire aussi, qui ne peuvent être aisément envisagées.

23) La définition a pour objet de bien faire la distinction entre d'une part l'État sous la juridiction ou le contrôle duquel une activité visée par les présents principes est conduite, et d'autre part l'État qui en a subi l'effet préjudiciable. Aux fins des présents principes, différentes expressions pourraient être utilisées. Il pourrait s'agir notamment des expressions définies dans le projet d'articles sur la prévention, à savoir «État d'origine» (l'État sur le territoire ou sous la juridiction ou le contrôle duquel s'exercent les activités visées à l'article 1^{er}), et «État susceptible d'être affecté» (l'État sur le territoire duquel un dommage transfrontière significatif risque de se produire ou qui exerce une juridiction ou un contrôle sur d'autres lieux où un tel dommage risque de se produire; plusieurs États pourraient être des États susceptibles d'être affectés par un dommage transfrontière donné). Les expressions «État du préjudice» (l'État sur le territoire

mesures, s'agissant des points 1 à 5, dans la mesure où la perte ou le dommage découle ou résulte des rayonnements ionisants émis par toute source de rayonnements se trouvant à l'intérieur d'une installation nucléaire, ou émis par des combustibles nucléaires ou des produits ou déchets radioactifs». Le paragraphe 6 de l'article I de la Convention internationale de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures fait état du coût des mesures de sauvegarde et des autres préjudices ou dommages causés par ces mesures. Voir également art. 2, par. 2, al. c v) et d du Protocole de Bâle; art. 2, par. 7 d) et 9 de la Convention de Lugano, et art. 2, par. 2, al. d v) et h du Protocole de Kiev.

duquel survient un dommage transfrontière ou qui exerce une juridiction ou un contrôle sur d'autres lieux où un tel dommage survient) et «États concernés» (l'État d'origine, l'État susceptible d'être affecté et l'État du préjudice) pourraient aussi être employées. Elles ne l'ont pas été dans les présents principes, mais elles figurent çà et là dans le commentaire, selon que de besoin.

24) Comme cela est souvent le cas, les incidents qui relèvent du champ d'application des présents principes peuvent faire des victimes à la fois dans l'État d'origine et dans les autres États du préjudice. S'agissant de l'indemnisation, en ce qui concerne en particulier les fonds à créer au bénéfice des victimes comme cela est envisagé au principe 4 ci-dessous, il serait possible de prévoir une indemnisation pour les dommages subis dans l'État d'origine. L'article XI de la Convention de Vienne de 1997 sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires l'envisage⁵².

25) L'alinéa d définit l'expression «activité dangereuse» comme étant toute activité qui comporte un risque de causer un dommage transfrontière par ses conséquences physiques. Le sens et la portée des mots employés sont expliqués dans le commentaire relatif au projet de principe 1 ci-dessus.

26) L'alinéa e donne une définition fonctionnelle du terme «exploitant»: l'exploitant est toute personne qui dirige ou contrôle l'activité.

27) Il n'y a pas en droit international de définition générale du terme «exploitant». Celui-ci est toutefois employé dans la législation interne⁵³. Il l'est également dans la pratique conventionnelle, et là, les régimes de réparation des dommages nucléaires prévoient que la

⁵² 36 *ILM* (1997) 1473.

⁵³ Pour la législation interne, voir par exemple la loi des États-Unis relative à la pollution par les hydrocarbures, de 1990: peuvent être tenus pour responsables: a) les parties intéressées, comme le propriétaire ou l'exploitant d'un navire, d'une installation à terre ou offshore, d'un port de mer ou d'un oléoduc; b) le garant, c'est-à-dire la personne, autre que la partie intéressée, qui couvre la responsabilité financière de cette dernière; et c) les tiers, c'est-à-dire les personnes autres que celles visées aux deux alinéas précédents, leurs préposés ou mandataires ou leurs sous-traitants, dont le comportement a été la cause exclusive du dommage. Voir également la loi générale sur l'intervention, l'indemnisation et la responsabilité en matière d'environnement (CERCLA) des États-Unis (42 U.S.C.A., art. 9601 2) A)).

responsabilité incombe à l'exploitant⁵⁴. La définition du terme «exploitant» varie cependant selon la nature de l'activité. Les régimes de responsabilité objective se caractérisent par l'imputation de la responsabilité à une entité unique, le propriétaire ou l'exploitant. C'est ainsi qu'une personne autre que l'exploitant peut être expressément tenue pour responsable, selon les intérêts en jeu dans le cadre d'une activité dangereuse donnée. Par exemple, lors de la Conférence de 1969 qui a abouti à l'adoption de la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, la possibilité a été explorée d'imputer la responsabilité au propriétaire du navire ou au propriétaire de la marchandise, ou aux deux⁵⁵. Mais à l'issue d'un compromis, il a été convenu de retenir la responsabilité objective du propriétaire du navire⁵⁶. Le terme «diriger» renvoie à l'aptitude de l'exploitant à utiliser ou à

⁵⁴ Convention de Paris de 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire et Protocole de 2004 portant modification de la Convention de 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (*exploitant d'une installation nucléaire*). (art. 1^{er}, par. 2) l'exploitant d'une installation nucléaire s'entendant de la personne désignée par l'autorité publique compétente en tant qu'exploitant de l'installation (art. 1^{er}, vi)); Convention de Vienne de 1963 relative à la responsabilité civile en matière de dommage nucléaire (exploitant) (art. IV); Protocole (1997) d'amendement de la Convention de Vienne de 1963 relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires (exploitant) (art. 1^{er} c)); Convention de 1962 relative à la responsabilité des exploitants de navires nucléaires (*exploitant de navires nucléaires*) (art. II).

⁵⁵ Voir LEG/CONF/C.2/SR.2 à 13, cité dans David W. Abecassis et Richard L. Jarashow, *Oil Pollution from Ships*, 2^e éd. (1985), p. 253. Certains régimes prévoient la responsabilité du propriétaire du navire, comme par exemple la Convention de 1992 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (art. III, par. 1); la Convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soude (art. III); la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses (art. 7, par. 1).

⁵⁶ La Convention sur la responsabilité civile pour les dommages causés au cours du transport de marchandises dangereuses par route, rail et bateau de navigation intérieure, définit le «transporteur», s'agissant de transport par bateau de navigation intérieure, comme étant «la personne qui, au moment de l'événement, dispose de l'emploi du véhicule à bord duquel les marchandises dangereuses sont transportées» (art. 1^{er}, par. 8); la Convention sur la responsabilité civile pour les dommages de pollution par des hydrocarbures résultant de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales du sous-sol marin définit l'exploitant d'une installation sise sur le plateau continental comme étant, à défaut de désignation par les États parties, la personne qui exerce le contrôle global des activités poursuivies sur l'installation (art. 1^{er}, par. 2); et dans la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale de l'Union européenne, qui prévoit la responsabilité de l'*exploitant*, celui-ci est toute personne physique ou morale, privée ou publique, qui exerce ou contrôle une activité professionnelle.

contrôler les moyens dont il a la charge. Dans ce sens, il peut s'agir de la personne qui utilise un aéronef au moment de la survenance du dommage, ou du propriétaire d'un aéronef s'il a conservé les droits de navigation⁵⁷.

28) Le mot «contrôler» renvoie aux pouvoirs ou aux attributions en matière d'administration, direction, réglementation, gestion ou supervision⁵⁸. Il pourrait s'agir de la personne qui a reçu par délégation un pouvoir décisif sur le fonctionnement technique d'une activité, y compris le titulaire d'un permis ou d'une autorisation pour une telle activité, ou la personne faisant enregistrer ou notifiant une telle activité⁵⁹. Il pourrait s'agir également de la société mère ou d'une autre entité connexe, constituée ou non en société, en particulier si cette entité détient le contrôle effectif de l'exploitation⁶⁰. L'exploitant peut être une entité publique ou privée. Il est envisagé qu'un État peut être l'exploitant aux fins de la présente définition.

29) L'expression «au moment de la survenance de l'événement» vise à établir un lien entre l'exploitant et le dommage transfrontière.

⁵⁷ Convention de 1952 relative aux dommages causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers (art. 12).

⁵⁸ Dans la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute, la définition du «propriétaire du navire» est large: elle englobe le propriétaire inscrit, l'affrèteur coque nue, l'armateur gérant et l'exploitant du navire (art. 1^{er}, par. 3).

⁵⁹ Directive de l'Union européenne sur la responsabilité environnementale (art. 2, par. 6).

⁶⁰ En vertu de l'article 8 de la Convention sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique, la responsabilité incombe au premier chef à l'opérateur, défini comme étant une Partie, un organisme ou une entreprise publique d'une Partie, ou une personne morale constituée conformément à la législation d'une Partie, ou une entreprise conjointe consistant exclusivement en une combinaison quelconque des catégories susmentionnées (art. 1^{er}, par. 11). En vertu de l'article 16.1 des clauses types de contrat d'exploration jointes au Règlement relatif à la prospection et à l'exploration des nodules polymétalliques dans la zone adoptée par l'Autorité internationale des fonds marins le 13 juillet 2000, le *Contractant* est responsable du dommage effectif, s'agissant notamment de dommages causés au milieu marin, imputable à des actes ou omissions illicites, de sa part ou de celle de ses employés, sous-traitants, agents et de toutes autres personnes travaillant ou agissant pour le compte de ceux-ci dans la conduite des opérations. ISBA/6/A/18, annexe. Art. 16.